

Où est l'erreur ?

PAR MAURICE ULRICH



Pierre Trovet

Cherchez l'erreur quand un gouvernement de gauche est obligé de compter sur les voix de la droite pour adopter un projet censé faire le bonheur des peuples mais pour lequel le peuple n'est pas consulté. Au fond, c'est à peu près comme cela que l'on peut résumer ce qui se passe avec le traité européen adopté hier en Conseil des ministres et pour lequel le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a appelé à un vote massif du Parlement, c'est-à-dire de l'Assemblée nationale et du Sénat. Or la réalité est simple. Si le PS, au cas improbable où la droite s'abstiendrait, peut faire passer le texte à l'Assemblée où il est majoritaire à lui seul, ce n'est pas le cas au Sénat où il n'est majoritaire qu'avec les voix qu'il peut compter sur sa gauche, les communistes et leurs alliés. Ceux-ci ne voteront pas le texte. Il ne peut donc passer qu'avec les voix de la droite.

Mais ce n'est là encore qu'une hypothèse mathématique. Car, dans les faits, ce à quoi on va assister si le gouvernement poursuit dans cette voie, c'est au vote, par l'essentiel des députés du PS (malgré un trouble dans ses rangs) et par une droite libérale et néo-sarkozyste dont on ne voit pas qu'elle puisse faire autre chose, sauf à se déjuger, d'un texte élaboré par

Il s'agit de se passer du peuple, en France, et des peuples, en Europe, parce ce que ce traité est un traité contre les peuples.

le président de droite battu et par la chancelière allemande de droite qui sera peut-être battue dans pas si longtemps.

On mesure du même coup le ridicule, pour ne pas dire l'imposture, des arguments de certains, dont le président du groupe parlementaire

socialiste Bruno Le Roux, quand, pour souder son

groupe, il en vient à ne plus en appeler à un vote « pour ou contre le traité » mais les invite à en faire une expression de soutien au président de la République. En d'autres termes et quitte à se répéter, les députés élus par la gauche, pour faire une politique de gauche avec un président de gauche, sont appelés à voter avec la droite un texte conçu par la droite.

Les électeurs de gauche ont-ils voté pour ça ?

Il semble bien que non, au vu de ce qui leur avait été dit et promis par le candidat devenu président quant à la renégociation du traité. Il semble bien que non au vu des sondages. Voilà donc la raison pour laquelle on entend en quelque sorte leur passer sur le corps au prix d'un véritable déni de démocratie. Le peuple, écrivait Rousseau dans *Du contrat social*, est le souverain. Sans doute peut-on se permettre d'ajouter qu'il est encore plus souverain quand il s'agit précisément de la remise en question de sa souveraineté, et donc de la rupture du contrat entre lui et ceux qu'il a choisis. Car c'est bien là le plus clair du projet. Il s'agit de se passer du peuple, en France, et des peuples, en Europe, parce ce que ce traité est un traité contre les peuples. Pourquoi sinon refuser un véritable débat national sur son contenu et ses objectifs, lequel devrait logiquement et constitutionnellement déboucher sur un référendum tel que le demande le Front de gauche. Constitutionnellement oui, car le pouvoir n'a pas reçu mandat de mettre en cause la souveraineté nationale.

On sait que les régimes totalitaires ont toujours prétendu faire le bonheur des peuples malgré eux et que ce fut leur malheur. L'Europe et la France s'engagent sur une voie dangereuse. Non seulement elle est pavée d'un sentiment grandissant de rejet vis-à-vis de l'idée européenne elle-même, qui reste une belle idée à la condition qu'elle soit démocratique. Mais cette voie va en sens contraire. Vers une Europe autoritaire mais asservie à ses maîtres, les marchés financiers.